National Defence Défense nationale

Canadian Forces College

Collège des Forces Canadiennes

Les relations entre la France et l'Afrique subsaharienne à l'épreueve des réalités de l'Afrique contemporaine

Lieutenant-colonel Ngueye Thiam

JCSP 48

Exercise Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2022

PCEMI 48

Exercice Solo Flight

Avertissement

Les opinons exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2022

Canada

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 48 – PCEMI 48
2021 – 2022

Exercise Solo Flight – Exercice Solo Flight

Les relations entre la France et l'Afrique subsaharienne à l'épreueve des réalités de l'Afrique contemporaine

Lieutenant-colonel Ngueye Thiam

"This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence."

"La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale."

INTRODUCTION

À l'instar des anciennes puissances coloniales comme la Grande-Bretagne, le Portugal, l'Espagne, la Belgique, etc., la France est unique à avoir gardé une influence considérable sur ses ex-colonies grâce à une domination politique, économique, militaire et culturelle qui a tant servi la métropole et les dirigeants de ces pays. Par une soi-disant coopération, la France a ainsi contribué à façonner les régimes et les systèmes politiques et économiques de ses anciennes colonies. Les sommets France-Afrique mis sur pied depuis 1973 avec diverses orientations à travers les années ont été un outil pour orienter et perpétrer ces relations[1].

Les populations de ces anciennes colonies semblent, à présent, avoir assez de cette domination de Paris menant ainsi à un mouvement sociopolitique anti-français. Mais qui sont, aujourd'hui, les nouvelles générations africaines, nées après la colonisation, réclamant de vive voix, soit de revoir les relations France-Afrique, avec comme tram la réciprocité, ou s'opposent tout simplement à la présence de la France en Afrique. Les aspirations de ces nouvelles générations trouvent de plus en plus d'échos favorables au sein des sociétés africaines et augmentent la convoitise des nouveaux joueurs, particulièrement la Chine, l'Inde, la Turquie et la Russie. Il est devenu évident que même si elle est encore le premier partenaire de l'Afrique, la France est en train de perdre du terrain en faveur des nouveaux joueurs[2]. Ces constats nous amènent à poser la question

---

[1] Les Echos, « Les sommets France/Afrique depuis 1973 », consulté le 03 mars 2022, Les sommets France/Afrique depuis 1973 | Les Echos.

[2] Djimi Yves-Justice, « L'Afrique a-t-elle encore une importance stratégique pour la France au XXIe siècle ? », *Éditions Choiseul | « Géoéconomie »*, vol 5, n° 82, (2016), p. 99-100, https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2016-5-page-99.htm.

suivante: peut-on dire que les relations entre la France et l'Afrique n'ont pas été adaptées aux réalités de l'Afrique contemporaine?

Le but de ce travail n'est pas de faire une inquisition. Il s'agit plutôt d'explorer la complexité des relations France-Afrique par rapport aux mutations socio-économiques ales en Afrique et d'en faire une analyse objective. Nous démonterons que le mécontentement des Africains est justifié et la France doit arrêter sa domination sur ses anciennes colonies et leur donner enfin leur souveraineté. Pour ce faire, nous ferons un examen basé sur des articles, des sources journalistiques (sites web) et des ressources en ligne (vidéos d'analyse, sites web gouvernementaux et non gouvernementaux).

Ce travail est composé de cinq parties. La première montre comment, à la veille des indépendances de 1960, la France s'est positionnée afin de pouvoir continuer à garder la mainmise sur ces anciennes colonies. La deuxième illustre que, malgré leur indépendance, les pays subsahariens francophones sont demeurés sous le joug de Paris à travers une domination/influence quadridimensionnelle : politique, économique, militaire et culturelle. La troisième fera une analyse des acteurs que sont les chefs d'État français, les chefs d'États africains, l'armée française, la population française et les populations africaines. La quatrième établit les raisons fortes, portées par les nouvelles générations d'après indépendance, qui alimentent le mécontentement montant des populations africaines envers la France. Enfin, nous discuterons de la perspective française face à ces mouvements de désaveu de la métropole.

MISE EN CONTEXTE

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, on observe le déclenchement du

processus de décolonisation favorisé par l'épanouissement des mouvements indépendantistes, les deux grandes puissances dominantes (les États-Unis et l'Union des républiques socialistes soviétiques) et de l'Organisation des Nations Unies, mais surtout les pays colonisateurs qui sont sortis de la guerre, soit vaincus, soit très affaiblis (Ex. la France). Comme l'écrit Sciardet, après 1945, l'administration française a pris conscience du désir d'autonomie qui s'exerce dans les autres empires, en fait de ses propres colonies[3]. Bancel ajoute « la France s'est ainsi donné les moyens, de 1956 à 1960, de conserver ses principales prérogatives en Afrique »[4]. En effet, sous les revendications insoutenables par la France des syndicats de la fonction publique et la crise des jeunes élites universitaires et scolaires, Gaston Defferre, ministre français d'Outre-mer, travailla avec les élites de « première génération ou de compromis »[5] que sont Léopold Sédar Senghor du Sénégal, Félix Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire, Ouekalo Daniel Coulibaly de la Haute-Volta (le Burkina Faso d'aujourd'hui), Léon M'ba du Gabon, pour ne citer que certains, pour établir la loi-cadre de 1956. Par cette loi-cadre, Defferre a jeté les bases pour que les élites de compromis soient installées au pouvoir avec dans un premier temps l'africanisation de l'administration coloniale en mettant les élites de compromis face aux revendications dans leur territoire. Comme le dit d'ailleurs Bancel,

---

[3] Hervé Sciardet, « De la colonisation à la décolonisation : les modes de constitution de la Françafrique », *Mouvements, vol* 3, numéro 21-22 (2002), p. 22. De la colonisation à la décolonisation : les modes de constitution de la Françafrique. | Cairn.info.

[4] Nicolas Bancel, « La voie étroite : la sélection des dirigeants africains lors de la transition vers la décolonisation », *Mouvements,* vol 3, numéro 21-22 (2002), p. 40. La voie étroite : la sélection des dirigeants africains lors de la transition vers la décolonisation | Cairn.info.

[5] « Les élites africaines sont composées d'une part des élites de *première génération* – c'est-à-dire formées durant l'entre-deux-guerres et qui constituent à la fois les cadres africains de l'administration et les leaders de tous les partis africains de l'après-guerre – et une élite de *seconde génération*, formée après 1945 dans le système scolaire africain et les universités françaises (ainsi qu'à l'Institut des hautes études de Dakar au début des années cinquante) » Ibid., p. 28.

« Dans le même mouvement, il lègue à celles-ci des États totalement ingérables sans l'aide métropolitaine »[6]. De ce fait, après les indépendances, les ex-colonies sont coincées avec la France qui continue de garder son influence sur elles puisqu'en effet les élites de compromis deviendront les présidents sélectionnés des États africains nouvellement indépendants[7]. Dans un deuxième temps, le général de Gaule, conscient que les Africains aspiraient aux indépendances, avec des vagues de révolte qui s'intensifiaient, et que la métropole ne pouvait les en empêcher, organise un référendum en 1958 auquel il invita les colonies à faire le choix entre l'indépendance immédiate – sans aide de la France – et l'intégration dans la *Communauté* appelée « franco-afrique ». Au référendum, le oui l'emporta massivement sauf à la Guinée Conakry où le fervent indépendantiste Sékou Touré fit triompher le non. D'ailleurs, sa fameuse phrase est restée à la postérité : « Il n'y a pas de dignité sans liberté : nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage »[8]. Pour Sékou Touré, cette idée de « communauté » était simplement un autre moyen pour la métropole de poursuivre la colonisation, ce qu'il refuse catégoriquement.

C'est donc avec ce référendum de 1958 que la France accorda à ses anciennes colonies subsahariennes leur indépendance de façon pacifique, les élites de compromis devenant les premiers présidents. En même temps, elle a su garder la haute main sur l'évolution de ses anciennes colonies qui lui ont été structurellement liées par le système

---

[6] Nicolas Bancel, « La voie étroite : la sélection des dirigeants africains lors de la transition vers la décolonisation », *Mouvements,* vol 3, numéro 21-22 (2002), p. 40.

[7] « Contrôle de la monnaie, bases militaires permanentes, aide bilatérale conditionnant la survie d'États incapables de faire face à leurs dépenses de fonctionnement, « recyclage » de près d'un tiers des hauts fonctionnaires coloniaux dans les nouvelles administrations « indépendantes » ». Ibid.

[8] Tambour, « 28 septembre 1958 | Sékou Touré : « Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage », consulté le 16 mars 2022, https://tambour.agoraafricaine.info/2021/09/28/28-septembre-1958-sekou-toure-nous-preferons-la-liberte-dans-la-pauvrete-a-la-richesse-dans-lesclavage/.

de Communauté. Nous verrons à la section suivante comment la domination de Paris est demeurée malgré les indépendances.

DOMINATION DE LA FRANCE MALGRÉ L'INDÉPENDANCE DE SES ANCIENNES COLONIES SUBSAHARIENNES

C'est avec cette acceptation dans la communauté franco-africaine que la France s'est dotée les moyens de dominer politiquement, économiquement, militairement et culturellement ses anciennes colonies. La domination continue d'être exercée sous diverses formes.

Politiquement, Paris domine ses anciennes colonies par le phénomène appelé le « Foccartisme » qui « repose sur une conviction simple : les anciennes colonies françaises doivent conserver avec la métropole un lien particulier »[9]. Il s'agit essentiellement de la conclusion d'un marché implicite à travers lequel la France garantit la sécurité et en échange de cette *pax gallica,* les « amis de la France » forme un club familial de pays fidèles à leur ancien tuteur[10]. Dans ce système, Jacques Foccart est nommé secrétaire général de l'Élysée, chargé des affaires africaines et malgaches de 1960 à sa mort (avec quelques interruptions)[11]. Il organise, en dehors de tout contrôle parlementaire ou gouvernemental, les relations personnelles entre les présidents français et les chefs d'États africains. Et les chefs d'États africains qui veulent une vraie indépendance à leur

---

[9] Yves Gounin, « Jean-Pierre bat. Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours », *De Boeck Supérieur | « Afrique contemporaine »,* vol 3, n° 247 (2013), p. 151. *https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-3-page-151.htm.*

[10] Ibid., p. 151-152.

[11] Le secrétariat général de 1'Élysée chargé des affaires africaines et malgaches devient par la suite la cellule africaine de l'Élysée.

peuple sont pourchassés, tués ou neutralisés. Parmi ces dissidents, on peut citer le premier président du Togo, Sylvanus Olympio, assassiné dans la nuit le 13 janvier 1963 par un groupe de militaires dirigé par le sergent Étienne Gnassingbé Eyadema mandaté par l'ambassadeur français au Togo, Henri Mazoyer qui à son tour, était délégué par Foccart[12]. Entre autres, Foccart reprochait à Olympio de vouloir lancer une monnaie qui permettrait à son pays de sortir de la zone Franc, la révision du contrat d'exploitation minière gratuite par la France et le fait qu'il était trop proche des Anglo-saxons mettant ainsi en péril l'espace francophone[13]. On pourrait aussi citer l'assassinat du Capitaine Thomas Sankara, père de la révolution du Burkina Faso et président de la République de 1983 à 1987. Sankara prônait l'africanisme et incarnait l'émancipation des peuples néo-colonisés. La France ne lui a jamais pardonné son discours lors de la visite du président Mitterrand le 17 novembre 1986 dans lequel il disait : « Nous n'avons pas compris comment des bandits, comme Jonas Savimbi, des tueurs comme Pieter Botha, ont eu le droit de parcourir la France si belle et si propre. Ils l'ont tachée de leurs mains et de leurs pieds couverts de sang. Et tous ceux qui leur ont permis de poser ces actes, en porteront l'entière responsabilité ici et ailleurs, aujourd'hui et toujours »[14].

Sur le plan économique, la métropole s'est appuyée sur son aide au développement, le franc CFA « Communauté financière d'Afrique »[15], les matières

---

[12] Midi Insoumis, Populaire et Citoyen, « 13 janvier 1963 : Assassinat par la France de Sylvanus Olympio (président élu du Togo) », consulté le 16 mars 2022, https://www.gauchemip.org/spip.php?article17162.

[13] « L'Assassinat de Sylvanus Olympio du Togo », vidéo publiée sur YouTube, 2:10, publiée par « Media Info Afrique », 8 août 2021, L' Assassinat de Sylvanus Olympio du Togo - YouTube.

[14] Burkina24, « Diatribes à l'endroit du Président du Faso : Vincent Hervouët imbu de l'esprit néocolonial ! », consulté le 16 mars 22, Diatribes à l'endroit du Président du Faso : Vincent Hervouët imbu de l'esprit néocolonial ! (burkina24.com).

[15] Créé en 1945, on parlait du Franc des Colonies d'Afrique qui est devenu Communauté financière d'Afrique au tournant de l'année 1958 avec l'idée de la loi cadre d'africaniser cette monnaie. Lamine M. Kebe, « Le franc CFA, le néocolonialisme à l'épreuve du développement », (Maitrise en affaires publiques

premières et le droit de monopole de ses entreprises sur le marché de ses anciennes colonies. Pour résumer, premièrement, si l'aide au développement a pour but de transférer des moyens pour un décollage économique, le constat est que c'est plutôt un système de pression pour garder un contrôle sur les anciennes colonies. Comme le disait Thomas Sankara, « il est normal que celui qui vous donne à manger vous dicte également ses volontés »[16]. Deuxièmement, pour ce qui est du franc CFA, monnaie de 14 pays d'Afrique subsaharienne liés à la France, il est le deuxième plus grand système monétaire régional, après l'Euro[17]. C'est une assurance de « stabilité monétaire » souscrite auprès du trésor français, contre 50% de dépôt des réserves de changes pour que la France puisse garantir la convertibilité de la monnaie[18]. De ce fait, la France a gardé une tutelle économique sur ses ex-colonies. Troisièmement, pour ce qui est des matières premières la métropole a utilisé la complicité des régimes amis installés dans ses ex-colonies pour se donner le droit d'exploiter les ressources et matières premières à des prix dérisoires. On peut, entre autres, citer le cas du pétrole gabonais, l'uranium nigérien, le café et le cacao ivoirien, le coton de toute la bande sahélienne, le bois camerounais, etc.[19] D'ailleurs, la députée française, Eva Joly, dénonce les tyrans « des amis que la France a placés au pouvoir et dont elle protège la fortune et l'influence par de vastes réseaux de corruption;

---

et internationales, uOttawa, 2019), p. 18. Le Franc CFA, le néocolonialisme à l'épreuve du développement (uottawa.ca).

[16] Le Monde diplomatique, « Thomas Sankara ou la dignité de l'Afrique », consulté le 17 mars 2022, Thomas Sankara ou la dignité de l'Afrique, par Bruno Jaffré (Le Monde diplomatique, octobre 2007) (monde-diplomatique.fr).

[17] Lamine M. Kebe, « Le franc CFA, le néocolonialisme à l'épreuve du développement », (Maitrise en affaires publiques et internationales, uOttawa, 2019), p. 1. Le Franc CFA, le néocolonialisme à l'épreuve du développement (uottawa.ca).

[18] Ibid., p. 7.

[19] Ismaël Traoré, « La Françafrique en 2018: état des lieux », (Mémoire présenté comme exigence partielle de la maitrise en science politique, UQAM, 2019), p. 23. https://archipel.uqam.ca/12676/1/M16065.pdf.

en échange ils veillent sur les intérêts et les ressources des entreprises françaises venues creuser le sol »[20]. Enfin, pour les entreprises françaises détenant le monopole sur le marché des ex-colonies, on parle de la Compagnie française de l'Afrique occidentale, TOTAL (qui a la main mise sur les hydrocarbures du continent), Électricité de France, Suez (leader mondial dans les domaines de l'énergie), Bolloré (qui possède la plupart des terminaux portiers du golfe de Guinée et l'essentiel des infrastructures de transport), Orange (Télécommunications), etc. Toutes ses entreprises publiques et privées ont prospéré en Afrique subsaharienne grâce à des accords commerciaux préférentiels facilités par une pression des dirigeants français sur leurs homologues africains afin de protéger les intérêts de la métropole.

Sur le plan militaire, la France a gardé ses troupes dans ses ex-colonies grâce à divers accords militaires, officiellement pour contrer des attaques extérieures et officieusement pour permettre d'intervenir en cas de troubles intérieurs pour protéger les régimes soumis aux intérêts français[21]. Comme compensation, les pays signataires de ces accords fourniront à Paris les ressources premières dites stratégiques[22]. De ce fait, la France intervient par le biais de son armée pour garantir la sécurité en Afrique et en même temps protéger ses intérêts et ceci depuis les indépendances jusqu'à nos jours. On pourrait citer les interventions en Lybie, en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, au Mali ou au Sahel en général[23].

---

[20] Seneplus international, « Comment la France pille le Cameroun et l'Afrique », La députée française Eva Joly dénonce et s'indigne, consulté le 17 mars 2022, https://www.seneplus.com/international/comment-la-france-pille-le-cameroun-et-lafrique.

[21] Ismaël Traoré, « La Françafrique en 2018: état des lieux », *Mémoire présenté comme exigence partielle de la maitrise en science politique*, UQAM, (2019), p. 25. https://archipel.uqam.ca/12676/1/M16065.pdf.

[22] Ibid.

[23] Ibid.

Culturellement, Paris exerce un ‘’*soft power’’* sur ses anciennes colonies à travers la Francophonie (utilisé comme un bouclier contre le monde anglo-saxon), un réseau étoffé de centres culturels et de lycées français dans toute l’Afrique francophone et un puissant maillage médiatique avec Radio France Internationale, France24, TV5 Monde, etc.[24] Qui est mieux que les médias pour voiler les innombrables crimes économiques et politiques des relations franco-africaines. Par le biais du financement de la Francophonie, la France se montre « intransigeant sur la place et le rôle de la langue française dans ses ex-colonies »[25] et d’ailleurs bon nombre d’entre elles utilisent le français comme langue officielle de leur État alors que la majorité de leur population ne parle pas la langue de Molière. La Francophonie demeure un moyen de « promotion de la langue et de la culture française dans le but d’élargir les relations commerciales entre les francophones et l’exportation de produits typiquement française pour ceux qui s’identifient à la culture française »[26].

Toute cette domination politique, économique, militaire et culturelle communément appelée dans la littérature la Françafrique est un véritable système mis sur pied par Paris, de connivence avec les élites de compromis, pour servir ses propres intérêts. Comme l’a si bien dit le président Mitterrand : « Il n’y a pas de hiatus dans la politique africaine de la France avant mai 1981 et après. Si la méthode a changé,

---

[24] Ibid., p. 26-27.
[25] Ibid.
[26] Medium, « A combien s’élèvent l’argent que la France génère en Afrique francophone? », consulté le 04 avril 2022, A combien s’élèvent l’argent que la France génère en Afrique francophone? | by Inemarie Dekker | Medium.

l'objectif est resté. Il consiste à préserver le rôle et les intérêts de la France »[27]. Et le président Chirac confirme les propos de Mitterrand en disant:

> Nous avons saigné l'Afrique pendant quatre siècles et demi, commença-t-il. Ensuite, nous avons pillé ses matières premières ; après, on a dit : « Ils (les Africains) ne sont bons à rien ». Au nom de la religion, on a détruit leur culture et maintenant, comme il faut faire les choses avec plus d'élégance, on leur pique leurs cerveaux grâce aux bourses. Puis, on constate que la malheureuse Afrique n'est pas dans un état brillant, qu'elle ne génère pas d'élites. Après s'être enrichi à ses dépens, on lui donne des leçons[28].

Et cette domination n'a pas cessé de nos jours, nous y reviendrons plus tard dans ce travail.

ANALYSE DES ACTEURS DES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET SES EX-COLONIES D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les acteurs des relations France-Afrique sont multidimensionnels. Il y a les chefs d'État français et leurs institutions (et peut-être les partis politiques), leurs homologues africains, l'armée française, la population française, et les acteurs du changement en Afrique comme la société civile et les jeunesses.

Pour ce qui est des présidents français et de leurs homologues africains, tout a commencé avec le général de Gaule qui, grâce au « Foccartisme », a institutionnalisé le système Françafrique avec ses réseaux pour organiser les relations personnelles entre les présidents africains et les chefs d'États français. Avec Foccart, les présidents africains

---

[27] Catherine Coquery-Vidrovitch, « François Mitterrand et l'Afrique », *La contemporaine | « Matériaux pour l'histoire de notre temps »*, vol 1, n° 101-102 (2011), p. 49. https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notretemps-2011-1-page-48.htm.

[28] Franceinfo : Afrique : « Jacques Chirac : Nous avons saigné l'Afrique pendant quatre siècles et demi », consulté le 18 mars 2022, Jacques Chirac : "Nous avons saigné l'Afrique pendant quatre siècles et demi" (francetvinfo.fr).

gagneraient plus à faire partie des réseaux et soutenir les intérêts de Paris. En retour, Paris leur garantit une certaine sécurité qui permet à leur gouvernement de survivre. Benoît Collombat et al., journaliste d'investigation à Radio France, montrent dans leur livre, *l'Empire qui ne veut pas mourir*, que la Françafrique est un système qui a sans cesse su se renouveler, n'a cependant pas changé de visage depuis sa création même si les chefs d'États français qui se sont succédé depuis le général de Gaule jusqu'à Macron ont essayé de l'enterrer sans succès[29]. C'est ainsi que les chefs d'États africains, parfois dictateurs, qui soutiennent les intérêts de Paris peuvent rester au pouvoir plus longtemps ou des pro-français y accéder; les autres sont combattus. Parmi les bénéficiaires, nous pouvons noter le cas des élites de compromis devenus les premiers chefs d'États africains au lendemain des indépendances, et plus tard le président Ouattara de la Côte d'Ivoire, le clan Sassou Nguesso du Congo, Ismaïl Omar Guelleh de Djibouti, Idriss Déby du Tchad, la dynastie Bongo du Gabon, Alpha Condé de la Guinée. Ces présidents sont connus par leur régime qui tue les manifestants ou interdit les manifestations, coupe les moyens de communication pendant les scrutins, commet des brutalités à l'égard d'opposants, des militants des droits de l'Homme et des jeunes, change la constitution pour rester au pouvoir, etc.[30] Parmi les dissidents, nous pouvons noter le cas de Sylvanus Olympio du Togo remplacé par le président Nicolas Grunitzky qui semble aller dans le sens des intérêts de Paris. Grunitzky est, à son tour, renversé quatre ans plus tard par Eyadéma qui a assassiné Olympio et qui est devenu un des meilleurs alliés de Paris[31]. Thomas Sankara

---

[29] « Pillage de l'Afrique, armée française : ce que Cnews ne vous dira pas », vidéo sur YouTube, 1:05, publié par « Le Media », 18 mars 2022, https://www.youtube.com/watch?v=qL10LdhBV2s.

[30] Libération, « Elections en Françafrique : la France doit en finir avec son soutien militaire aux dictatures », consulté le 03 avril 2022, Elections en Françafrique : la France doit en finir avec son soutien militaire aux dictatures – Libération (liberation.fr).

[31] Perspective Monde, « Renversement du président Nicolas Grunitzky au Togo », consulté le 18 mars 2022, https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/593.

du Burkina Faso en est aussi victime. Il est important de noter que presque tous les présidents français ont eu leur propre conseiller pour l'Afrique, indépendant de tout ministère et en contact direct avec les services secrets; ceci a permis à certains d'entre eux de mener des opérations secrètes en Afrique francophone, entraînant plusieurs ingérences politiques dans les coups et les meurtres[32]. Autrement dit, les chefs d'États français continuent leur influence sur leurs homologues africains, qui à leur tour, « se retrouvent pris entre, d'un côté, une demande populaire d'émancipation croissante et, de l'autre, les pressions des autorités françaises, attentives à leurs intérêts économiques et sécuritaires »[33]. Plusieurs d'entre eux savent qu'ils n'accéderont pas au pourvoir ou n'y resteraient pas sans Paris.

L'armée française peut être vue comme l'instrument de la France pour renforcer ses politiques en Afrique. Au lendemain des indépendantes, six pays francophones (Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, République centrafricaine, Togo et le Sénégal) considérés comme des endroits stratégiques ont signé des accords militaires (accords de défense) ou des accords techniques de coopération technique militaire avec la France[34]. « Certains accords contenaient des clauses secrètes conférant à la France le monopole des droits d'exploitation des ressources naturelles dans les pays concernés »[35]. Ces accords ont aussi permis à l'armée française de garder ses bases dans certaines de ses anciennes colonies et ont entraîné les armées des nouveaux États. Des garanties d'intervention

[32] Medium, « A combien s'élèvent l'argent que la France génère en Afrique francophone? », consulté le 04 avril 2022, A combien s'élèvent l'argent que la France génère en Afrique francophone? | by Inemarie Dekker | Medium.

[33] Le Monde diplomatique, « Présence française en Afrique, le ras-le-bol », consulté le 09 avril 2022, Présence française en Afrique, le ras-le-bol, par Fanny Pigeaud (Le Monde diplomatique, mars 2020) (monde-diplomatique.fr).

[34] Ibid.

[35] Ibid.

française en cas d'agression externe, mais aussi de trouble interne ont été assurées par les forces françaises. Entre autres, la France de Nicolas Sarkozy est intervenue militairement en Côte d'Ivoire en 2011 pour aider Alassane Ouattara à arracher le pouvoir des mains de Laurent Gbagbo qui a refusé d'accepter sa défaite aux élections[36]. Il faut noter qu'en 1990, Ouattara et sa femme française Dominique Novion se sont mariés à Neuilly-sur-Seine devant le maire d'alors, Nicolas Sarkozy[37]. Ceci remet en question la légitimité du président Ouattara puisqu'il est perçu profrançais par ses concitoyens. Pire, l'acquittement total de Gbagbo des crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale, après sept ans de prison, donne des ailes aux pro-Gbagbo[38]. Aujourd'hui, c'est « au nom de la stabilité, de la « guerre contre le terrorisme », …, la France maintient son soutien indéfectible à Sassou, Guelleh, Déby et Bongo, en particulier au travers de sa coopération militaire et sécuritaire »[39]. Avec l'opération SERVAL lancée le 11 janvier 2013 par le président François Hollande, l'armée française, tout à son honneur, est intervenue au Mali pour arrêter l'avancée d'une coalition de rebelles touareg et de combattants islamistes qui avaient déjà revendiqué environ la moitié du territoire malien[40]. Cette opération a permis au Mali de récupérer son territoire des mains des insurgés. Par l'opération BARKHANE, qui a remplacé l'opération SERVAL, et qui englobe les pays du G5 Sahel que sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et

---

[36] France24, « Les liens d'Alassane Ouattara avec Paris pourraient s'avérer gênants », consulté le 03 avril 2022, "Les liens d'Alassane Ouattara avec Paris pourraient s'avérer gênants" (france24.com).

[37] Ibid.

[38] Le Journal de Montréal, « L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo acquitté de crimes contre l'humanité », consulté le 10 avril 2022, L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo acquitté de crimes contre l'humanité | JDM (journaldemontreal.com).

[39] Libération, « Elections en Françafrique : la France doit en finir avec son soutien militaire aux dictatures », consulté le 03 avril 2022, Elections en Françafrique : la France doit en finir avec son soutien militaire aux dictatures – Libération (liberation.fr).

[40] France24, « France in Mali: A year of hunting jihadists in West Africa », consulté le 03 avril 2022, France in Mali: A year of hunting jihadists in West Africa (france24.com).

le Tchad, la France défend une de ses zones d'influence économique et géostratégique à travers son armée[41]. Il est à noter que pour des questions de légitimité, la France intervient en support à des résolutions des Nations Unies.

Pour ce qui de la population française, comme l'a d'ailleurs confirmé le premier tour des élections présidentielles du 10 avril 2022, il y a une partie (ceux de la mondialisation) qui ne se soucie pas des relations entre leur pays et ses ex-colonies. Ils sont contents d'aller admirer l'exotisme du continent noir, ses belles plages et profiter du coût de la vie pas chère. Après tout, avec leur passeport français, ils peuvent visiter ces pays sans se soucier de titre de séjour – ils se sentent chez eux. L'autre partie (l'extrême droite et les populistes) se demande bien pourquoi la France investit des milliards d'euros comme aide au développement ou pourquoi les soldats français donnent leur vie dans les conflits en Afrique. Cette frange de la population française, le plus souvent, trouve leur voix dans les mouvements d'extrême droite ou dans les partis politiques populistes qui essaient de faire de la récupération allant jusqu'à questionner l'identité en France, ignorant totalement les liens historiques que leur pays a eus avec ses anciennes colonies et les bénéfices qu'il en tire encore, sans compter le malaise que cela crée avec les diasporas africaines en France. La romancière franco-sénégalaise, Fatou Ndiome, dénonce cette attitude de ceux qu'elle appelle les faussaires qui pensent qu'être français c'est d'abord avoir la peau blanche, dans son livre *Marianne face aux faussaires, Peut-on devenir français?*[42]

---

[41] Libération, « Elections en Françafrique : la France doit en finir avec son soutien militaire aux dictatures », consulté le 03 avril 2022, Elections en Françafrique : la France doit en finir avec son soutien militaire aux dictatures – Libération (liberation.fr).

[42] « Fatou DIOME tâcle Zemmour et les faussaires: "Il faut le mettre dans l'avion" », vidéo publiée sur YouTube, 0:28, publiée par « TV5MONDE », Fatou DIOME tâcle Zemmour et les faussaires: "Il faut le mettre dans l'avion" - YouTube.

Dans les populations africaines, il faut voir deux parties : ceux qui subissent et ceux qui réagissent. La première constituée de la grande majorité qui est, en réalité, les grands perdants des relations France-Afrique puisque leurs dirigeants sont plus intéressés à rester au pouvoir que de s'occuper des vrais problèmes de leur pays. Cette grande majorité vit d'agriculture, d'élevage, de pêche, cultures maraichères, de commerce, de transport, des métiers (sans salaire), et la jeunesse sans emploi. Cette tranche de la population vit littéralement dans l'informel et les gouvernements n'ont jamais pris les décisions pour voir comment moderniser ces secteurs d'agriculture, élevage, pêche, etc. afin que ces populations puissent en vivre décemment. La deuxième partie de la population est constituée de la société civile et les jeunes activistes qui portent le combat en dénonçant les pratiques malsaines de leur gouvernement (interdiction de manifestations, changement de constitution pour avoir plus de mandats présidentiels, emprisonnement des opposants, manipulation de la justice et des forces de sécurité, contrats de gré à gré accordés aux entreprises étrangères, etc.) pour tenter de sortir leur pays de cet état de sous-développement. La principale caractéristique de cette société civile et les activistes est qu'ils sont nés après les indépendances et ne se voient aucunement lier avec Paris. Dans son livre *La gloire des imposteurs*, co-écrit avec l'ancienne ministre malienne et militante altermondialiste, Aminata Dramane Diallo, l'écrivain Boubacar Boris Diop parle de « l'arrivée à maturité d'une génération qui ne se sent pas concernée par ce que la France a pu représenter pour ses aînés, qui regarde de moins en moins vers elle »[43]. Emmanuel Macron, dans son discours le 28 novembre 2017

---

[43] Le Monde diplomatique, « Présence française en Afrique, le ras-le-bol », consulté le 08 avril 2022, Présence française en Afrique, le ras-le-bol, par Fanny Pigeaud (Le Monde diplomatique, mars 2020) (monde-diplomatique.fr).

devant des étudiants de l'université de Ouagadougou au Burkina Faso, confirmant le détachement de cette génération de la période coloniale, disait « je suis comme vous d'une génération qui n'a jamais connu l'Afrique comme un continent colonisé »[44].

RAISONS DU MÉCONTENTEMENT DES AFRICAINS ENVERS LA FRANCE

En 2007, pendant la campagne électorale qui a porté Nicolas Sarkozy au pouvoir, plusieurs personnalités de la société civile africaine de sept pays subsahariens, le Mali, le Congo-Brazzaville, le Tchad, le Togo, le Niger, le Cameroun et la Côte d'Ivoire ont lancé un appel signé par deux cent cinquante organisations africaines et soutenues par des *organisations en France*[45] pour demander aux candidats à la présidence une autre relation de la France-Afrique. Le message qu'ils portent rappelle la métropole que « l'Afrique n'est pas pauvre. Elle dispose d'importantes ressources pour nourrir, soigner, éduquer et offrir des emplois à ses enfants; mais elle n'arrive pas à se relever de siècles d'exploitation »[46]. Ils poursuivent pour dire que le mécontentement qui s'élève contre la France est dû au fait que sa politique favorise le maintien au pouvoir de chefs d'État sans légitimité ni vision prospective; ils pillent et gaspillent les ressources publiques de leur pays, incarcèrent leurs opposants politiques, instrumentalisent la justice, manipulent les

---

[44] Jeuneafrique, « Le discours d'Emmanuel Macron à Ougadougou », consulté le 09 avril 2022, [Document] Le discours d'Emmanuel Macron à Ougadougou – Jeune Afrique.

[45] En France, il est soutenu notamment par le Comité catholique contre la Faim et pour le Développement, le Centre de recherche et d'information sur le développement, Survie, le Secours catholique-Caritas France, Initiatives pour un autre monde, Oxfam France-Agir ici, le Mouvement pour la paix, la Ligue des droits de l'homme.

[46] Appel des organisations de la société civile africaine aux candidats à l'élection présidentielle en France, « Pour une autre relation de la France avec l'Afrique », *Karthala | « Politique africaine »,* vol 1, n° 105 (2007), p. 142, https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2007-1-page-142.htm.

processus électoraux dans l'indifférence totale de la misère criante de leur population[47]. L'une des conséquences de cette situation est que des jeunes, sans espoir, essaient de regagner le continent européen au prix de leur vie. Et le sort qui leur est réservé est, soit l'échec dans le désert, dans le ventre de la Méditerranée ou de l'Atlantique, ou encore sous les balles assassines aux frontières du vieux continent, soit l'humiliation s'ils réussissent leur périple[48]. Les personnalités de la société civile africaine demandent aussi à la France de cesser de s'ingérer dans les affaires politiques, militaires, et économiques des États africains, en particulier d'arrêter de dicter une politique monétaire à la zone CFA[49].

De nos jours, nous observons une vague de manifestations anti-françaises dans plusieurs pays africains malgré les initiatives du président Macron qui a augmenté l'aide au développement pour le continent noir, commence à restaurer les objets culturels volés pendant les guerres coloniales aux pays propriétaires et tient un sommet Afrique-France non pas avec les chefs d'États africains et leurs institutions, mais plutôt avec les acteurs du changement que sont les jeunes générations et la société civile[50]. En septembre 2021, à l'ONU, alors que le premier ministre malien a reçu des commentaires sympathiques en prononçant un discours accusant Paris d'abandonner son pays en plein vol, la réponse de Macron jugée discourtoise, paternaliste, inamicale et agressive a suscité le

---

[47] Ibid.

[48] Ibid.

[49] Ibid., p. 143.

[50] Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, France diplomatie, « Nouveau Sommet Afrique-France : réinventer ensemble la relation », consulté le 20 mars 2022, Nouveau Sommet Afrique-France : réinventer ensemble la relation - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (diplomatie.gouv.fr).

mécontentement des Maliens[51]. Bamako reproche à Paris de ne pas avoir de visibilité par rapport à la présence militaire française dans son territoire et aussi d'avoir changé de stratégie sans le consulter au préalable[52]. En novembre 2021, des troupes françaises ont été bloquées par les populations alors qu'elles traversaient le Burkina Faso et le Niger pour appuyer ces pays dans leur lutte contre le terrorisme islamiste[53]. Les progressistes de l'Afrique de l'Ouest demandent l'abolition du franc CFA puisqu'ils considèrent que la France utilise cette monnaie pour contrôler les économies des pays. Et même des personnalités italiennes accusent la France de refuser de décoloniser et de freiner le développement des pays de la zone CFA par l'instrument de cette monnaie[54]. Il faut noter que le président français Macron et son homologue ivoirien Ouattara avaient annoncé le remplacement du franc CFA par l'Éco pour les pays de l'UÉMOA[55] avec comme date d'entrée en vigueur le 1er janvier 2020, mais à date le projet n'a rien livré de concret[56]. Au Sénégal, les activistes du mouvement *Front pour la révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine*, avec leur slogan sans équivoque « France dégage », s'en prend aux grandes entreprises françaises comme *Auchan* qui, avec ses supermarchés, a amené à la faillite d'importants marchés traditionnels; *Suez* qui a obtenu le contrat de gestion du service de l'eau potable face à la Sénégalaise des eaux; *Alstom et la SNCF* qui sont

---

[51] Mali-Web, l'info en direct du Mali, « Relation Mali-France : La colère des Maliens suite aux propos « discourtois » de Macron », consulté le 20 mars 2022, Relation Mali-France : La colère des Maliens suite aux propos « discourtois » de Macron | Maliweb (mali-web.org).

[52] Ibid.

[53] « Burkina Faso: French military convoy blocked by protesters », vidéo sur YouTube, publiée par « Africanews », 20 novembre 2021, Burkina Faso: French military convoy blocked by protesters - YouTube.

[54] Le Monde, « Le débat récurrent sur le franc CFA finit par écorner l'image et l'honneur de la France », consulté le 20 mars 2022, « Le débat récurrent sur le franc CFA finit par écorner l'image et l'honneur de la France » (lemonde.fr).

[55] L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine est composé de 8 parmi les 14 pays de la zone CFA.

[56] BBC News, « l'Éco : cinq choses à comprendre sur une alternative "Françafricaine" au franc CFA », consulté le 20 mars 2020, https://www.bbc.com/afrique/region-55413027.

accusées d'avoir englouti des milliards pour un train express régional; et *Orange* qui tient le haut du pavé sénégalais en matière de télécommunications[57]. La question de l'immigration en France (ou en Europe) met aussi en colère la jeunesse puisqu'elle considère que les raisons de leur désir de quitter leur pays est une conséquence des décisions partagées entre Paris et les dirigeants africains. En effet, les pêcheurs autochtones, ne pouvant plus avoir du poisson parce que les bateaux étrangers surexploitent les eaux territoriales avec les autorisations délivrées par des États africains, tentent d'émigrer vers l'Europe pour survivre[58]. De l'autre côté de l'Atlantique, tous les moyens sont pris pour les en empêcher sans s'attaquer vraiment aux racines du problème. Le président Alpha Condé reconnaissait la responsabilité des présidents africains au 30e sommet de l'Union africaine en janvier 2018[59]. Aussi, la France est reprochée d'être arrogant envers l'Afrique et ses chefs d'État. Le discours de Dakar de Sarkozy le 26 juillet 2007 a reçu plusieurs commentaires mettant l'accent sur l'arrogance et l'ignorance profonde de l'Afrique[60]. En effet, dans son discours, Sarkozy a tenté de sermonner les Africains en leur disant : « le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire, depuis des millénaires vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature »[61]. Et plus récemment en janvier 2020, la

---

[57] Jeuneafrique, « Au Sénégal, l'omniprésence des grandes entreprises françaises nourrit le sentiment anticolonialiste », consulté le 20 mars 2020, Au Sénégal, l'omniprésence des grandes entreprises françaises nourrit le sentiment anticolonialiste – Jeune Afrique.

[58] Seneweb.com, « Saint-Louis: Les pêcheurs de Goxu Mbadj menacent de sortir dans les rues pour chasser les bateaux étrangers », consulté le 20 mars 2022, Saint-Louis: Les pêcheurs de Goxu Mbadj menacent de sortir dans les rues pour chasser les bateaux étrangers (seneweb.com).

[59] « Immigration: Alpha CONDE reconnaît la responsabilité des présidents africains », vidéo sur YouTube, 1:10, publié par « Ziana TV », 30 janvier 2018, https://www.youtube.com/watch?v=wHBfw16rJRI.

[60] Michel Agier, « L'Afrique en France après le discours de Dakar », *Association Vacarme | « Vacarme »,* vol 1 n° 42 (2008), p. 79. https://www.cairn.info/revue-vacarme-2008-1-page-79.htm.

[61] Le Monde, « Le discours de Dakar de Nicolas Sarkozy », consulté le 03 avril 2022, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2007/11/09/le-discours-de-dakar_976786_3212.html.

convocation à Pau des chefs d'États du Sahel par Macron pour renforcer la légitimité contestée de la force Barkhane a été jugé condescendante[62]. On pourrait continuer à lister les manifestations anti-françaises observées en Côte d'Ivoire, à la République centrafricaine, au Gabon, etc.

À travers ces reproches, nous constatons que les acteurs du changement réclament, avec raison, à Paris de cesser sa domination politique (liens avec les chefs d'État), économique (abolition de la zone CFA et présence des géants français) et militaire (la force BARKHANE contestée).

LA FRANCE FACE AU RAS-LE-BOL DES AFRICAINS SUBSAHARIENS

Au cours des années 2010, médias et officiels Français ont constaté la dégradation de la réputation de la France en Afrique francophone à travers les réseaux sociaux et des slogans comme « France dégage! », « En bas la France! » sont inscrits sur les pancartes des manifestants en Centrafrique (2013), au Sénégal (2015), au Niger (2019), au Mali (2020), et aussi le drapeau français brûlé, etc.[63] En mars 2021, la tension a monté avec l'arrestation de l'opposant principal sénégalais Ousmane Sonko, accusé de viol, menant à une révolte populaire sur fond de crise sociopolitique durant laquelle les émeutiers se sont pris aux enseignes français comme Total, Auchan, etc.[64]

Dans les hautes sphères de l'État français, cette situation est qualifiée de « sentiment anti-français » inquiétant dont il ne faut pas sous-estimer la portée[65].

---

[62] Fanny Pigeaud, « L'Afrique et le sentiment anti-français », *La Découverte | « État du monde »*, (2021), p. 189, L'Afrique et le sentiment antifrançais | Cairn.info.

[63] Ibid., p. 194.

[64] Ibid., p. 189.

[65] Ibid., p.189-190.

> Début 2020, le président Emmanuel Macron a reproché publiquement à des dirigeants sahéliens (qu'il n'a toutefois pas nommés) de laisser « prospérer » ce « mouvement anti-français », avant d'accuser, quelques mois plus tard, la Russie et la Turquie, deux puissances concurrentes de la France sur le continent africain, de l'alimenter.[66]

Selon les officiels Français, « la colère contre la France serait due à une mauvaise compréhension des enjeux, à des idées reçues, à une approche passionnelle, à une incapacité des pays africains à regarder leurs propres failles, ce qui les pousserait à chercher un bouc émissaire »[67]. Bien sûr, cette approche réductionniste n'est pas la bonne pour répondre au mécontentement des peuples africains.

Suite au discours controversé de Dakar de Sarkozy en 2007, les ambassadeurs de France en Afrique avaient dressé un état des lieux et écrit que la France n'était plus la référence unique ni même primordiale en Afrique, ce que les Français ont eu du mal à admettre[68].

> Depuis lors, les ambassadeurs en poste en Afrique se sont lancés dans des opérations de reconquête de l'opinion africaine, visant à assurer une meilleure visibilité de l'aide française et à dissiper les soupçons de toute nature qui pèsent sur Paris. Parmi les multiples actions conduites dans cette direction, le ministère français des Affaires étrangères a financé des enquêtes d'opinions dans divers pays, en coopération avec des organismes locaux.[69]

À son discours à Ouagadougou en novembre 2017, Macron, comme d'ailleurs ses prédécesseurs, annonçait qu'il n'y avait plus de politique africaine de la France pour dire que la Françafrique était finie, en plus d'y ajouter que la France n'est pas là pour dire aux

---

[66] Ibid., p. 190.
[67] Ibid.
[68] Albert Bourgi, « Aux racines de la Francafrique : la dégradation de l'image de la France en Afrique », *Annuaire Français de Relations Internationales*, Volume X, (2009), p. 13, https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2010/07/Article_Bourgi.pdf.
[69] Ibid.

Africains quoi faire[70]. Et récemment, en octobre 2021, il a tenu le Sommet Afrique-France avec les acteurs du changement sans inviter les chefs d'États africains dans le but de réinventer la relation France-Afrique[71]. Il serait trop tôt d'en juger, mais jusqu'à présent la France n'a posé aucun geste concret qui indique véritablement son désir de rupture de sa domination envers ses anciennes colonies. La question est, bien sûr, Macron (la France) est-il prêt à laisser aller les avantages français en faveur de l'Afrique? Tout indique le contraire, car, par exemple, à une question d'un étudiant burkinabé sur la persistance du franc CFA, Emmanuel Macron répondit que la France n'est pas le maître, mais plutôt le garant et la France n'oblige aucun état africain à être membre de la zone franc[72]. Il ajoute que si le président burkinabé décide de sortir, il n'y est plus. Et c'est là où le bât blesse puisque c'est la France qui a établi ce système et sait très bien que les chefs d'État africains sous ses ordres ne quitteront pas la zone Franc.

CONCLUSION

L'Afrique n'est pas pauvre, car elle possède dans son sous-sol assez de ressources naturelles pour nourrir, éduquer, et soigner ses populations. De plus, la jeunesse de sa population est un atout majeur auquel elle peut compter pour se développer. Depuis plus de dix ans, elle affiche un taux de croissance de plus 6%, mais, ceci n'est pas assez pour véritablement lancer son développement. Soixante ans après les indépendances, les ex-

---

[70] Jeuneafrique, « Le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou », consulté le 09 avril 2022, [Document] Le discours d'Emmanuel Macron à Ougadougou – Jeune Afrique.

[71] Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, France diplomatie, « Nouveau Sommet Afrique-France : réinventer ensemble la relation », consulté le 20 mars 2022, Nouveau Sommet Afrique-France : réinventer ensemble la relation - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (diplomatie.gouv.fr).

[72] « Franc CFA, la monnaie qui dérange... », vidéo publiée sur YouTube, 2:10, publiée par « La Luciole Mélenchantée », 17 février 2018, Franc CFA, la monnaie qui dérange... - YouTube.

colonies françaises ont du mal à retrouver leur souveraineté. Il serait, certes, injuste de mettre sur le dos de la France tous les maux de ses anciennes colonies, cependant force est de reconnaître que Paris ne s'est pas vraiment soucié de les accompagner à décoller. À la place, elle a mis sur pied tous les moyens qu'elle pouvait se doter pour continuer à les dominer pour satisfaire ses propres intérêts.

Ismaël Traoré cite deux journalistes-écrivains Pierre Péan et Stephen Smith qui tentent de justifier la Françafrique[73]. Pour le premier,

> la Françafrique agit comme un dense écran de fumée qui ne laisse voir de l'Afrique que les prétendues conséquences des agissements diaboliques perpétrés par la France depuis la fin du XIXe siècle, et masque complètement les actions entreprises, depuis la chute du mur de Berlin, par de nouveaux grands acteurs extérieurs qui ont pourtant très largement éclipsé les néo colons français.[74]

Et le second écrit dans son livre très controversé, *Négrologie,*

> si l'on remplaçait la population [...] du Nigeria pétrolier par celle du Japon pauvre, ou celle de la République Démocratique du Congo par celle de la France, il n'y aura plus guère de soucis à se faire pour l'avenir ni du géant de l'Afrique noire ni de l'ex-Zaïre. De même, si six millions d'Israéliens pouvaient [...], prendre la place des Tchadiens [...], le Tibesti fleurirait et une Mésopotamie africaine naîtrait [...].[75]

Autrement dit, pour Péan et Smith, il est ingrat de la part des Africains d'accuser la France puisque c'est eux qui refusent leur développement.

Aujourd'hui, la nouvelle génération réclame de vive voix la fin de la néo colonisation. L'attitude des officiels Français est que les Africains cherchent un bouc émissaire avec ce « sentiment anti-français », ce qui n'est pas le cas. Ils veulent

---

[73] Ismaël Traoré, « La Françafrique en 2018: état des lieux », (Mémoire présenté comme exigence partielle de la maitrise en science politique, UQAM, 2019), p. 7. https://archipel.uqam.ca/12676/1/M16065.pdf.

[74] Ibid.

[75] Ibid.

simplement que leur pays se libère du joug de Paris et ils ne sont pas contre la France, ni contre les Français en général, mais contre la politique que mène l'État français dans ses anciennes colonies[76]. Le cahier de doléances, très chargé, de la société civile et des activistes africains est très clair et a été réaffirmé au président Macron en octobre 2021 au sommet Afrique-France. Il est temps que Paris les prenne au sérieux, arrête, entre autres, sa mainmise sur les chefs d'États africains et mette en marche un vrai partenariat gagnant-gagnant avec ses anciennes colonies puisque la nouvelle génération est plus que conscientisée et les tensions ne feront que monter si cela ne cesse. Les récents coups d'État au Mali (mai 2021), en Guinée (septembre 2021) et au Burkina Faso (janvier 2022) – tous ces pays avaient des présidents qualifiés de profrançais – et le soutien des populations aux putschistes sont assez révélateur et inquiétants pour l'Afrique.

Des tensions en Afrique déstabilisent le continent, accroissent l'insécurité et nourrissent le terrorisme qui est en montée en puissance dans le continent. Malheureusement, ce fléau n'épargne ni les Africains, ni les Occidentaux et leurs intérêts. Sous cette optique, le Canada et les Forces armées canadiennes ont sans doute un rôle à jouer pour aider les pays subsahariens à combattre le terrorisme, se stabiliser et avoir un environnement propice au développement. La langue française serait un atout pour le Canada comparé à d'autres joueurs dans le continent noir comme la Chine, l'Inde, la Russie et la Turquie dans les pays subsahariens francophones.

---

[76] Fanny Pigeaud, « L'Afrique et le sentiment anti-français », *La Découverte | « État du monde »*, (2021), p. 190, L'Afrique et le sentiment antifrançais | Cairn.info.

BIBLIOGRAPHIE

Agier, Michel. « L'Afrique en France après le discours de Dakar », *Association Vacarme | « Vacarme »,* vol 1, n° 42 (2008), 79-81. https://www.cairn.info/revue-vacarme-2008-1-page-79.htm.

Appel des organisations de la société civile africaine aux candidats à l'élection présidentielle en France, « Pour une autre relation de la France avec l'Afrique », *Karthala | « Politique africaine »,* vol 1, n° 105 (2007), 142-144. https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2007-1-page-142.htm.

« L'Assassinat de Sylvanus Olympio du Togo », vidéo publiée sur YouTube, 2:10, publié par « Media Info Afrique », 8 août 2021, L' Assassinat de Sylvanus Olympio du Togo - YouTube.

Bancel, Nicolas. « La voie étroite : la sélection des dirigeants africains lors de la transition vers la décolonisation », *Mouvements,* vol 3, n° 21-22 (2002), 28-40. La voie étroite : la sélection des dirigeants africains lors de la transition vers la décolonisation | Cairn.info.

BBC News, « L'Éco : cinq choses à comprendre sur une alternative "Françafricaine" au franc CFA », consulté le 20 mars 2020, https://www.bbc.com/afrique/region-55413027.

Bourgi, Albert. « Aux racines de la Francafrique : la dégradation de l'image de la France en Afrique », *Annuaire Français de Relations Internationales*, Volume X, (2009), 1-14, https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2010/07/Article_Bourgi.pdf.

Burkina24, « Diatribes à l'endroit du Président du Faso : Vincent Hervouët imbu de l'esprit néocolonial ! », consulté le 16 mars 22, Diatribes à l'endroit du Président du Faso : Vincent Hervouët imbu de l'esprit néocolonial ! (burkina24.com)/.

« Burkina Faso: French military convoy blocked by protesters », vidéo sur YouTube, publiée par « Africanews », 20 novembre 2021, Burkina Faso: French military convoy blocked by protesters - YouTube.

Coquery-Vidrovitch, Catherine. « François Mitterrand et l'Afrique », *La contemporaine | « Matériaux pour l'histoire de notre temps »*, vol 1, n° 101-102 (2011), 487-49. https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notretemps-2011-1-page-48.htm.

Djimi, Yves-Justice. « L'Afrique a-t-elle encore une importance stratégique pour la France au XXIe siècle ? », *Éditions Choiseul | « Géoéconomie »*, vol 5, n° 82, (2016), 99-107, https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2016-5-page-99.htm.

Les Echos, « Les sommets France/Afrique depuis 1973 », consulté le 03 mars 2022, Les sommets France/Afrique depuis 1973 | Les Echos.

« Fatou DIOME tâcle Zemmour et les faussaires: "Il faut le mettre dans l'avion" », vidéo publiée sur YouTube, 0:28, publiée par « TV5MONDE », Fatou DIOME tâcle Zemmour et les faussaires: "Il faut le mettre dans l'avion" - YouTube.

« Franc CFA, la monnaie qui dérange... », vidéo publiée sur YouTube, 6:14, publiée par « La Luciole Mélenchantée », 17 février 2018, franc CFA, la monnaie qui dérange... - YouTube.

Franceinfo : Afrique : « Jacques Chirac : Nous avons saigné l'Afrique pendant quatre siècles et demi », consulté le 18 mars 2022, Jacques Chirac : "Nous avons saigné l'Afrique pendant quatre siècles et demi" (francetvinfo.fr).

France24, « Les liens d'Alassane Ouattara avec Paris pourraient s'avérer gênants », consulté le 03 avril 2022, "Les liens d'Alassane Ouattara avec Paris pourraient s'avérer gênants" (france24.com).

France24, « France in Mali: A year of hunting jihadists in West Africa », consulté le 03 avril 2022, France in Mali: A year of hunting jihadists in West Africa (france24.com).

Gounin, Yves. « Jean-Pierre bat. Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours », *De Boeck Supérieur | « Afrique contemporaine »,* vol 3, n° 247 (2013), 151-153. https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-3-page-151.htm.

« Immigration: Alpha CONDE reconnaît la responsabilité des présidents africains », vidéo sur YouTube, 1:10, publié par « Ziana TV », 30 janvier 2018, https://www.youtube.com/watch?v=wHBfw16rJRI.

Jeuneafrique, « Au Sénégal, l'omniprésence des grandes entreprises françaises nourrit le sentiment anticolonialiste », consulté le 20 mars 2020, Au Sénégal, l'omniprésence des grandes entreprises françaises nourrit le sentiment anticolonialiste – Jeune Afrique.

Jeuneafrique, « Le discours d'Emmanuel Macron à Ougadougou », consulté le 09 avril 2022, [Document] Le discours d'Emmanuel Macron à Ougadougou – Jeune Afrique.

Kebe, Lamine M., « Le franc CFA, le néocolonialisme à l'épreuve du développement », Maitrise en affaires publiques et internationales, uOttawa, 2019. Le Franc CFA, le néocolonialisme à l'épreuve du développement (uottawa.ca).

Libération, « Elections en Françafrique : la France doit en finir avec son soutien militaire aux dictatures », consulté le 03 avril 2022, Elections en Françafrique : la France doit en finir avec son soutien militaire aux dictatures – Libération (liberation.fr).

Mali-Web, l'info en direct du Mali, « Relation Mali-France : La colère des Maliens suite aux propos « discourtois » de Macron », consulté le 20 mars 2022, https://mali-web.org/societe/relation-mali-france-la-colere-des-maliens-suite-aux-propos-discourtois-

de-macron.

Medium, « A combien s'élèvent l'argent que la France génère en Afrique francophone? », consulté le 04 avril 2022, A combien s'élèvent l'argent que la France génère en Afrique francophone? | by Inemarie Dekker | Medium.

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, France diplomatie, « Nouveau Sommet Afrique-France : réinventer ensemble la relation », consulté le 20 mars 2022, Nouveau Sommet Afrique-France : réinventer ensemble la relation - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (diplomatie.gouv.fr).

Le Monde, « Le discours de Dakar de Nicolas Sarkozy », consulté le 03 avril 2022, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2007/11/09/le-discours-de-dakar_976786_3212.html.

Le Monde, « Le débat récurrent sur le franc CFA finit par écorner l'image et l'honneur de la France », consulté le 20 mars 2022, « Le débat récurrent sur le franc CFA finit par écorner l'image et l'honneur de la France » (lemonde.fr).

Le Monde diplomatique, « Thomas Sankara ou la dignité de l'Afrique », consulté le 17 mars 2022, https://www.monde-diplomatique.fr/2007/10/JAFFRE/15202.

Pigeaud, Fanny. « L'Afrique et le sentiment anti-français », *La Découverte | « État du monde »*, (2021), 189-195. L'Afrique et le sentiment antifrançais | Cairn.info.

« Pillage de l'Afrique, armée française : ce que Cnews ne vous dira pas », vidéo sur YouTube, 1:05, publié par « Le Media », 18 mars 2022, https://www.youtube.com/watch?v=qL10LdhBV2s.

Sciardet, Hervé. « De la colonisation à la décolonisation : les modes de constitution de la Françafrique », *Mouvements, vol* 3, n° 21-22 (2002), 15-27. De la colonisation à la décolonisation : les modes de constitution de la Françafrique. | Cairn.info.

Seneplus international, « Comment la France pille le Cameroun et l'Afrique », La députée française Eva Joly dénonce et s'indigne, consulté le 17 mars 2022, https://www.seneplus.com/international/comment-la-france-pille-le-cameroun-et-lafrique.

Seneweb.com, « Saint-Louis: Les pêcheurs de Goxu Mbadj menacent de sortir dans les rues pour chasser les bateaux étrangers », consulté le 20 mars 2022, Saint-Louis: Les pêcheurs de Goxu Mbadj menacent de sortir dans les rues pour chasser les bateaux étrangers (seneweb.com)

Traoré, Ismaël. « La Françafrique en 2018: état des lieux », Mémoire présenté comme exigence partielle de la maitrise en science politique, UQAM, 2019.

https://archipel.uqam.ca/12676/1/M16065.pdf.